

C'est toujours à nous de décider de notre avenir !

Les ministres passent, l'injustice demeure et les ruptures annoncées par Lecornu ne sont toujours pas là ! Plutôt que de faire contribuer les ultra-riches et les multinationales, **la copie du budget**, annoncée ces dernières heures, **confirme** que ce sont notre modèle social et nos services publics qui risquent d'être le plus fortement attaqués. Si certain·es en doutaient, il est évident que la Macronie, soldat fidèle du MEDEF, ne nous rendra jamais tout ce qu'ils nous volent (meilleure répartition des richesses, austérité salariale, nos plus jeunes années de retraite ...) sans que nous n'allions les chercher.

Réforme des retraites : une pause qui montre leur faiblesse inédite !

Sans notre très forte mobilisation en 2023, sans l'opposition que nous avons lancée dans la rue lors de cette rentrée sociale, **jamais le 1^{er} ministre n'aurait prononcé** « la suspension de la réforme de 2023 sur les retraites jusqu'à l'élection présidentielle. Aucun relèvement de l'âge n'interviendra à partir de maintenant jusqu'en janvier 2028 ». Ces annonces permettent peut-être cyniquement des arrangements politiques du côté du Parlement, mais surtout **elles encouragent notre camp,**

le mouvement syndical à s'appuyer sur ce premier recul pour aller chercher d'autres avancées sur les retraites. Plus que jamais, il faut se réapproprier **nos revendications sur nos lieux de travail** : imposons l'abrogation de la contre-réforme de 2023 qui est véritablement la première étape avant la retraite à 60 ans (37,5 annuités). Nous ne nous engagerons pas sur le terrain des discussions vers un système basé sur la capitalisation. **Le combat n'est pas terminé.**

Agir sur ce budget, imposer nos exigences sociales, améliorer nos vies !

Nous avons fait tomber plus vite que prévu Bayrou car sa feuille de route, annoncée le 15 juillet, était inacceptable. Celle du gouvernement Lecornu est un copier-coller :

- Un budget qui maintient l'année blanche (ce qui signifie le gel des salaires dans la Fonction publique, des pensions et des prestations sociales), c'est-à-dire l'austérité pour toutes et tous !
- La suppression de plus de 3000 postes dans la Fonction publique
- Une attaque sur l'assurance maladie, la fiscalisation des indemnités journalières des personnes en affection longue durée, le doublement des franchises médicales pour (médicaments, transports sanitaires, consultations, analyses) ...
- Aucune solution apportée à la crise environnementale et climatique, aucun changement de politique dans les transports et le ferroviaire. La SNCF devra faire des économies sur nos salaires et sur nos emplois pour financer le fonds de concours que nos concurrents ne paient pas !

**pas d'économies
SUR NOS VIES !**

Nous ne cessons de le répéter, le grand patronat ne peut plus le cacher : **de l'argent il y en a !** La justice fiscale, autant que la justice sociale, deviennent donc les sujets du moment. Les propositions de taxer les plus riches et d'en finir avec les aides publiques sans aucune transparence ni contrepartie sont sur le devant de la scène. Sur cette injustice, Lecornu envisage une taxe sur les sociétés holding qui rapporterait 1 milliard d'euros pour « remplacer » la taxe Zucman qui était évaluée entre 15 à 25 milliards d'euros. **En exigeant l'abandon des mesures d'austérité** et de la remise en cause des dispositifs de protection sociale et de service public contenues dans les budgets 2026, **inévitablement** ce sont nos conditions de travail, nos salaires, nos emplois, nos services publics que nous améliorerons.

Echangeons sur nos alternatives, **construisons sur nos lieux de travail les suites de notre mobilisation ... pour gagner !**